



BOLETIM OFICIAL

SUMÁRIO

ASSEMBLEIA NACIONAL:

Ordem do Dia

Da Sessão Plenária do dia 26 de Julho e seguintes.

Resolução n° 17/VII/2006:

Aprova, para ratificação, o Acordo de Cooperação técnica entre o Governo da República de Cabo Verde e o Governo do Japão.

Resolução n° 18/VII/2006:

Aprova a Conta de Gerência da Assembleia Nacional relativa ao ano de 2005.

CONSELHO DE MINISTROS:

Resolução n° 32/2006:

Atribui por ajuste directo à Legend Cabo Verde – Investimentos, SA, sociedade concessionária da exploração de jogos de fortuna ou azar na zona de jogo permanente da ilha de Santiago, a concessão dos terrenos do domínio público marítimo situados no ilhéu de Santa Maria – Ilhéu.

ASSEMBLEIA NACIONAL

Ordem do Dia

A Assembleia Nacional aprovou a ordem do Dia abaixo indicada para a Sessão Plenária do dia 26 de Julho e seguintes:

- I – Debate sobre o Estado da Nação (dia 28 de Julho)
- II – Perguntas dos Deputados ao Governo (Dia 26 de Julho)
- III – Aprovação de Propostas e Projectos de Lei:
 - a) Proposta de Lei que define as bases gerais a que obedece o estabelecimento, a gestão e a exploração de serviços postais no território nacional (votação final global);
 - b) Proposta de Lei que autoriza o Governo a disciplinar a execução das medidas tutelares, educativas, aplicáveis a menores;
 - c) Projecto de Lei que revê o Decreto-Lei nº 9/2006 que aprova o novo Regulamento de Transportes em Automóveis.

IV – Designação de Deputados Suplentes para o Parlamento da CEDEAO.

Gabinete do Presidente da Assembleia Nacional, aos 26 de Julho de 2006. – O Presidente, *Aristides Raimundo Lima*.

Resolução nº 17/VII/2006

de 7 de Agosto

A Assembleia Nacional vota, nos termos da alínea b) do artigo 178º da Constituição, a seguinte Resolução:

Artigo 1º

Aprovação

É aprovado, para ratificação, o Acordo de Cooperação Técnica entre o Governo da República de Cabo Verde e o Governo do Japão, assinado em Dakar, aos 7 de Junho de 2005, cujos textos, em línguas japonesa, francesa e a respectiva tradução em língua portuguesa, fazem parte da presente Resolução e são igualmente válidos.

Artigo 2º

Entrada em vigor

Esta Resolução entra imediatamente em vigor e o referido Acordo produzirá efeitos em conformidade com o que nele se estipula.

Aprovada em 28 de Junho de 2006.

Publique-se

O Presidente da Assembleia Nacional, *Aristides Raimundo Lima*

ACCORD DE COOPÉRATION TECHNIQUE
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
DU CAP-VERT ET LE GOUVERNEMENT DU JAPON

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert et le Gouvernement du Japon,

Désireux de renforcer davantage les relations d'amitié existant entre les deux pays à travers une coopération technique, et

Considérant les bénéfices mutuels pouvant être tirés de l'encouragement du développement économique et social de leurs pays respectifs,

Ont convenu de ce qui suit:

Article I

Les deux Gouvernements s'appliqueront à promouvoir la coopération technique entre les deux pays.

Article II

Les arrangements individuels qui déterminent les programmes particuliers de coopération technique exécutés dans le cadre du présent Accord devront être conclus entre les autorités compétentes des deux Gouvernements. L'autorité compétente du Gouvernement de la République du Cap-Vert est le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Communautés du Cap-Vert, et l'autorité compétente du Gouvernement du Japon est le Ministère des Affaires Etrangères.

Article III

La coopération technique sous les formes suivantes sera exécutée par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (ci-après dénommée la «JICA») à sa charge et conformément aussi bien aux lois et règlements en vigueur au Japon qu'aux arrangements mentionnés à l'Article II:

- (a) Assurer la formation technique des nationaux cap-verdiens;
- (b) envoyer des experts (ci-après dénommés les «Experts») en République du Cap-Vert;
- (c) envoyer des volontaires japonais ayant des connaissances techniques diverses et une grande expérience (ci-après dénommés les «Volontaires Seniors») en République du Cap-Vert;
- (d) envoyer des missions Japonaises (ci-après dénommées les «Missions») en République du Cap-Vert, pour mener des études sur les projets de développement économique et social de la République du Cap-Vert;
- (e) fournir au Gouvernement de la République du Cap-Vert des équipements, des machines et des matériaux; et
- (f) fournir au Gouvernement de la République du Cap-Vert toute autre forme de coopération technique décidée d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Article IV

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert veillera à ce que les techniques et les connaissances acquises par les nationaux cap-verdiens, les équipements, les machines et les matériaux fournis dans le cadre de la coopération technique japonaise, telle qu'elle est mentionnée à l'Article III, contribuent au développement économique et social de la République du Cap-Vert et ne soient pas utilisés à des fins militaires.

Article V

Au cas où la JICA enverrait des Experts, des Volontaires Seniors et des Missions, le Gouvernement de la République du Cap-Vert s'engagera à:

1. (1) (a) exonérer les Experts, les Volontaires Seniors, les membres des Missions des taxes (y compris les impôts sur le revenu) et des charges fiscales, imposables sur ou en relation avec les salaires et toute autre allocation qui seront envoyés de l'étranger;

(b) exonérer les Experts, les Volontaires Seniors et les membres des Missions et leurs familles des frais consulaires, des taxes (y compris les droits de douane) et des charges fiscales, ainsi que des formalités en vue d'obtenir des licences d'importation et des certificats de couverture à change, pour ce qui est de l'importation:

(i) des bagages;

(ii) des effets personnels, des appareils ménagers et des biens de consommation; et

(iii) d'un véhicule par Expert, d'un véhicule par famille d'Expert, d'un véhicule par Volontaire Senior et d'un véhicule par famille de Volontaire Senior, appelés à séjourner en République du Cap-Vert.

(c) exonérer les Experts, les Volontaires Seniors et leurs familles des taxes (y compris la taxe sur la valeur ajoutée) et des charges fiscales, pour ce qui est de l'achat sur place d'un véhicule par Expert, d'un véhicule par famille d'Expert, d'un véhicule par Volontaire Senior et d'un véhicule par famille de Volontaire Senior, au cas où ils n'importeraient pas de véhicules en République du Cap-Vert; et

(d) exonérer les Experts, les Volontaires Seniors et leurs familles des droits d'enregistrement des véhicules mentionnés aux alinéas (b) (iii) et (c) ci-dessus.

(2) (a) fournir, à sa charge, aux Experts, aux Volontaires Seniors et aux Missions un bureau convenable et toute autre facilité, y compris les services de téléphone et de télécopie, nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, et prendre également en charge les frais de fonctionnement et d'entretien concernés;

(b) mettre, à sa charge, à la disposition des Experts, des Volontaires Seniors et des Missions le personnel local (y compris un(e) interprète adéquat(e), si nécessaire) ainsi que leurs homologues cap-verdiens, pour l'exercice de leurs fonctions;

(c) prendre en charge les dépenses des Experts et des Volontaires Seniors relatives:

(i) au transport quotidien entre leur domicile et leur lieu de travail;

(ii) aux voyages officiels à l'intérieur de la République du Cap-Vert; et

(iii) aux frais de correspondances officielles;

(d) accorder aux Experts, aux Volontaires Seniors et à leurs familles les facilités pour l'acquisition d'un logement adéquat; et

(e) accorder aux Experts, aux Volontaires Seniors, aux membres des Missions et à leurs familles les facilités pour recevoir les soins médicaux.

(3) (a) autoriser les Experts, les Volontaires Seniors, les membres des Missions et leurs familles à entrer en République du Cap-Vert, à en sortir et à y séjourner, pour la durée de leur mission, leur accorder les facilités relatives aux procédures nécessaires pour l'inscription sur le registre des étrangers, et les exonérer des frais consulaires;

(b) délivrer les cartes d'identité en faveur des Experts, des Volontaires Seniors et des membres des Missions, afin d'assurer la coopération nécessaire de la part de toutes les organisations gouvernementales pour l'exercice de leurs fonctions;

(c) accorder aux Experts, aux Volontaires Seniors et à leurs familles les facilités pour l'obtention du permis de conduire; et

(d) prendre d'autres mesures nécessaires à l'exercice de la mission des Experts, des Volontaires Seniors et des Missions.

2. Les véhicules mentionnés au paragraphe 1. Devront être soumis au paiement des taxes y compris les droits de douane, s'ils sont par la suite vendus ou transférés, en République du Cap-Vert, aux particuliers ou organisations non assujettis à l'exonération desdites taxes ou aux privilèges similaires.

3. Le Gouvernement de la République du Cap-Vert accordera aux Experts, aux Volontaires Seniors, aux membres des Missions et à leurs familles les privilèges, les exonérations et les avantages tout aussi favorables que ceux accordés aux experts, aux volontaires seniors, aux membres des missions ainsi qu'aux familles de tout autre pays tiers ou toute autre organisation accomplissant une mission similaire en République du Cap-Vert.

Article VI

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert s'engagera à assumer toute éventuelle réclamation contre les Experts, les Volontaires Seniors et les membres des Missions qui surviendrait à la suite de, au moment de, ou en rapport avec l'exercice de leurs fonctions, sauf si les deux Gouvernements s'accordent sur le fait que lesdites réclamations découlent d'une négligence grave ou d'une inconduite délibérée de la part des Experts, des Volontaires Seniors et des membres des Missions.

Article VII

1. (1) Au cas où la JICA fournirait au Gouvernement de la République du Cap-Vert des équipements, des machines et des matériaux, le Gouvernement de la République du Cap-Vert s'engagera à exonérer les frais consulaires, les taxes (y compris les droits de douane) et les charges fiscales, ainsi que les formalités requises pour obtenir des licences d'importation et des certificats de couverture à change, concernant les importations desdits équipements, machines et matériaux. Les équipements, les machines et les matériaux susmentionnés deviendront la propriété du Gouvernement de la République du Cap-Vert dès qu'ils auront été remis, C.A.F., aux autorités compétentes du Gouvernement de la République du Cap-Vert au port de débarquement.

(2) Au cas où la JICA fournirait au Gouvernement de la République du Cap-Vert des équipements, des machines et des matériaux, le Gouvernement de la République du Cap-Vert s'engagera à exonérer les taxes (y compris la taxe sur la valeur ajoutée) et les charges fiscales, concernant les achats sur place desdits équipements, machines et matériaux.

(3) Les équipements, les machines et les matériaux mentionnés aux sous-paragraphes (1) et (2) devront être utilisés pour les objectifs évoqués dans les arrangements mentionnés à l'Article II, sauf au cas où un accord contraire aurait été conclu entre les autorités compétentes des deux Gouvernements.

(4) Le Gouvernement de la République du Cap-Vert prendra en charge les dépenses relatives au transport, en République du Cap-Vert des équipements, des machines et des matériaux mentionnés aux sous-paragraphes (1) et (2) ainsi que les dépenses liées à leur remplacement, leur entretien et leur réparation.

2. (1) Les équipements, les machines et les matériaux préparés par la JICA et nécessaires à l'exercice des fonctions des Experts, des Volontaires Seniors et des membres des Missions devront rester la propriété de la JICA, sauf au cas où un accord contraire aurait été conclu entre les autorités compétentes des deux Gouvernements.

(2) Le Gouvernement de la République du Cap-Vert s'engagera à exonérer les Experts, les Volontaires Seniors et les membres des Missions des frais consulaires, des taxes (y compris les droits de douane) et des charges fiscales, ainsi que des formalités requises pour obtenir des licences d'importation et des certificats de couverture à change, concernant les importations des équipements, machines et matériaux mentionnés au sous-paragraphe (1).

(3) Le Gouvernement de la République du Cap-Vert s'engagera à exonérer les Experts, les Volontaires Seniors et les membres des Missions des taxes (y compris la taxe sur la valeur ajoutée) et des charges fiscales, concernant les achats sur place des équipements, machines et matériaux mentionnés au sous-paragraphe (1).

Article VIII

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert s'engagera à rester en contact étroit avec les Experts, les Volontaires Seniors et les membres des Missions, par le biais des organisations qu'il aura lui-même désignées.

Article IX

1. Le Gouvernement de la République du Cap-Vert permettra à la JICA d'ouvrir et de maintenir un bureau de la JICA en République du Cap-Vert (ci-après dénommé le «Bureau») et acceptera un représentant résident et son personnel devant être envoyés du Japon (ci-après respectivement dénommés le «Représentant» et son «Personnel»), chargés d'exécuter, en République du Cap-Vert, la mission leur devant être confiée par la JICA, quant aux programmes de coopération technique dans le cadre du présent Accord.

2. Le Gouvernement de la République du Cap-Vert s'engagera à:

(1) (a) exonérer le Représentant, son Personnel et leurs familles des taxes (y compris les impôts sur le revenu) et des charges fiscales, imposables sur ou en relation avec les salaires et toute autre allocation qui seront envoyés de l'étranger;

(b) exonérer le Représentant, son Personnel et leurs familles des frais consulaires, des taxes (y compris les droits de douane) et des charges fiscales, ainsi que des formalités requises pour des licences d'importation et des certificats de couverture à change, concernant les importations:

(i) des bagages;

(ii) des effets personnels, des appareils ménagers et des biens de consommation; et

(iii) d'un véhicule par Représentant, d'un véhicule par membre du Personnel, d'un véhicule par famille du Représentant et d'un véhicule par famille de membre du Personnel, appelés à séjourner en République du Cap-Vert;

(c) exonérer le Représentant, son Personnel et leurs familles des taxes (y compris la taxe sur la valeur ajoutée) et des charges fiscales, concernant les achats sur place d'un véhicule par Représentant, d'un véhicule par membre du Personnel, d'un véhicule par famille du Représentant et d'un véhicule par famille de membre du Personnel, au cas où ils n'importeraient pas de véhicules en République du Cap-Vert;

(d) exonérer le Représentant, son Personnel et leurs familles du paiement des droits d'enregistrement des véhicules mentionnés aux alinéas (b) (iii) et (c) ci-dessus;

(e) autoriser le Représentant, son Personnel et leurs familles à entrer en République du Cap-Vert, à en sortir et à y séjourner, pour la durée de leur mission, leur accorder les facilités relatives aux procédures nécessaires pour l'inscription sur le registre des étrangers, et les exonérer des frais consulaires;

(f) délivrer en faveur du Représentant et de son Personnel les cartes d'identité et des cartes spéciales d'accès au-delà des points de contrôle de police de l'aéroport et du port, cartes qui leur permettent d'accompagner les Experts, les Volontaires Seniors et les membres des Missions au moment de leur départ et de leur arrivée;

(g) accorder au Représentant, à son Personnel et à leurs familles les facilités pour l'obtention du permis de conduire; et

(h) prendre d'autres mesures nécessaires à l'exercice de la mission du Représentant et de son Personnel.

(2) (a) exonérer le Bureau des frais consulaires, des taxes (y compris les droits de douane) et des charges fiscales, ainsi que des formalités requises pour obtenir des licences d'importation et des certificats de couverture à change, concernant les importations des équipements, machines, véhicules et matériaux nécessaires aux activités du Bureau;

(b) exonérer le Bureau des taxes (y compris la taxe sur la valeur ajoutée) et des charges fiscales, concernant les achats sur place des équipements, des machines, des véhicules et des matériaux nécessaires au fonctionnement du Bureau; et

(c) exonérer le Bureau des taxes (y compris les impôts sur le revenu) et des charges fiscales, imposables sur ou en relation avec les sommes qui seront envoyées de l'étranger pour les dépenses du Bureau.

3. Les véhicules mentionnés au paragraphe 2. devront être soumis au paiement des taxes y compris les droits de douane, s'ils sont par la suite vendus ou transférés, en République du Cap-Vert, aux particuliers ou organisations non assujettis à l'exonération desdites taxes ou aux privilèges similaires.

4. Le Gouvernement de la République du Cap-Vert accordera au Représentant, à son Personnel, à leurs familles et au Bureau les privilèges, les exonérations et les avantages tout aussi favorables que ceux accordés aux représentants, aux équipes et à leurs familles ainsi qu'aux bureaux de tout autre pays tiers ou toute autre organisation internationale accomplissant une mission similaire en République du Cap-Vert.

Article X

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert prendra les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des Experts, des Volontaires Seniors, des membres des Missions, du Représentant, de son Personnel et de leurs familles, séjournant en République du Cap-Vert.

Article XI

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert et le Gouvernement du Japon se consulteront à propos de n'importe quel problème qui pourrait surgir du présent Accord ou y être lié.

Article XII

1. Les dispositions du présent Accord devraient également s'appliquer, après son entrée en vigueur, aux programmes particuliers de coopération technique qui ont commencé préalablement à l'entrée en vigueur du présent Accord, aux Experts, aux Volontaires Seniors, aux membres des Missions, au Représentant, au Personnel et à leurs familles, qui séjournent en République du Cap-Vert, ainsi qu'aux équipements, machines et matériaux relatifs auxdits programmes.

2. La cessation du présent Accord ne devrait ni modifier les programmes particuliers de coopération technique en cours jusqu'à leur terme, à moins qu'il en soit autrement décidé d'un commun accord entre les deux Gouvernements, ni avoir d'effet sur les privilèges, les exonérations et les avantages accordés aux Experts, aux Volontaires Seniors, aux membres des Missions, au Représentant, au Personnel ainsi qu'à leurs familles, qui séjournent en République du Cap-Vert pour l'exercice de leur mission dans le cadre desdits programmes.

Article XIII

1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de la réception par le Gouvernement du Japon de la notification écrite du Gouvernement de la République du Cap-Vert relative à l'achèvement des procédures domestiques nécessaires à l'entrée en vigueur du présent Accord.

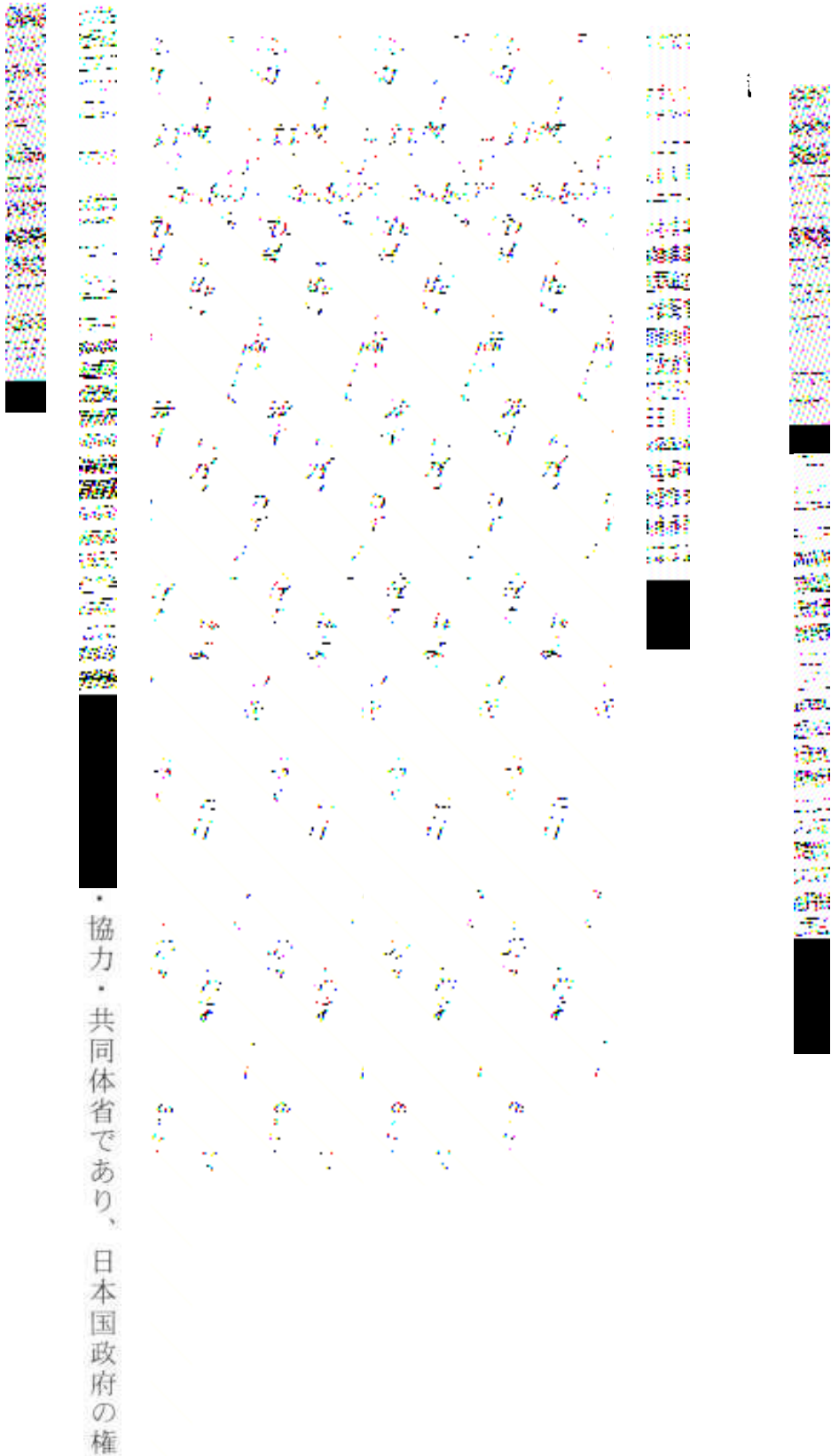
2. Le présent Accord sera valable pour une période d'un an, il sera automatiquement renouvelable chaque année pour une autre période d'un an, à moins que l'un ou l'autre Gouvernement ne le dénonce par un préavis écrit de six mois minimum.

En foi de quoi, le présent Accord a été signé pour servir et valoir ce que de droit.

Fait en doubles exemplaires en français et en japonais, toutes les deux versions étant également authentiques à Dakar, le 7 juin 2005.

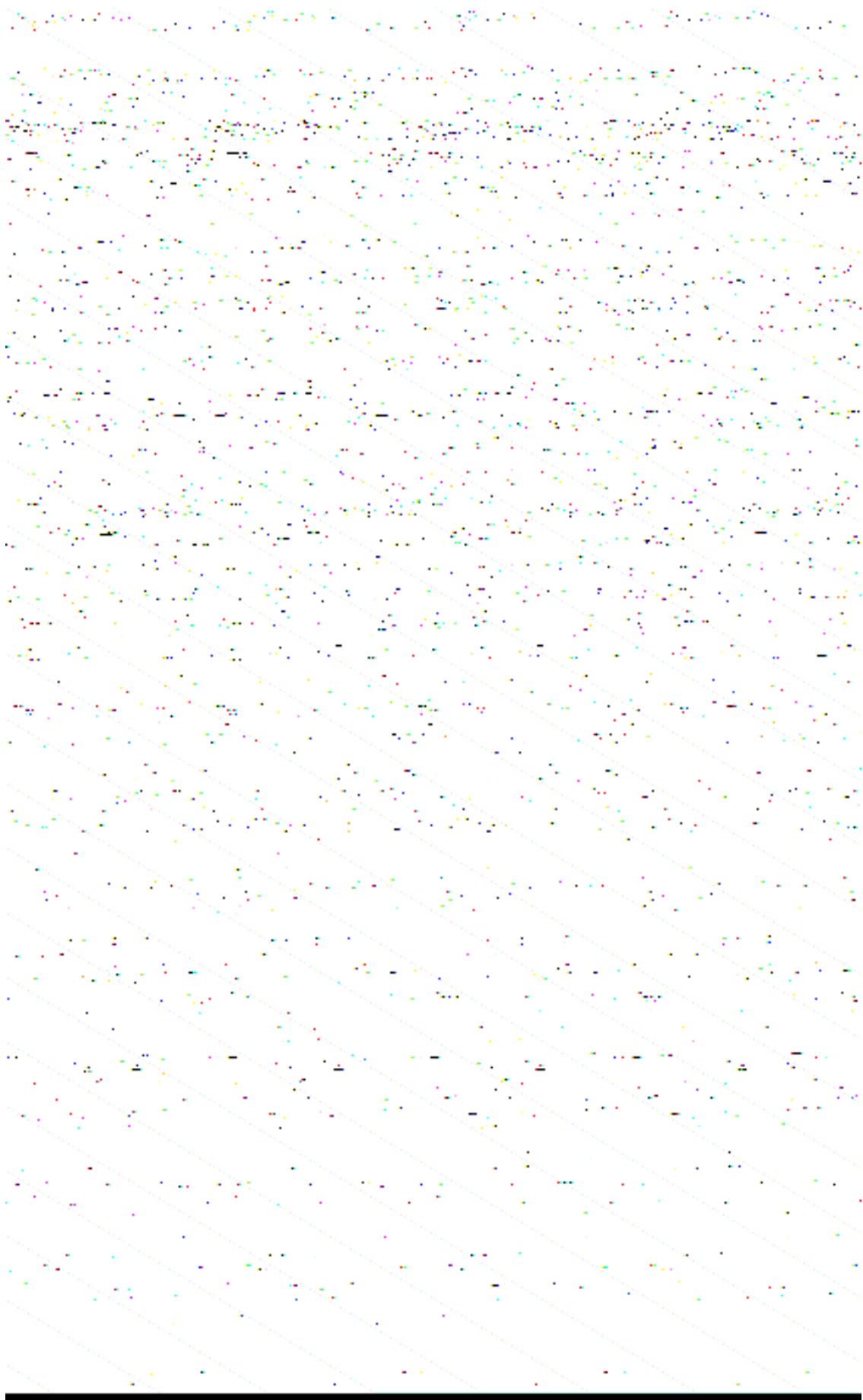
Pour le Gouvernement de la République du Cap-Vert,

Pour le Gouvernement du Japon,

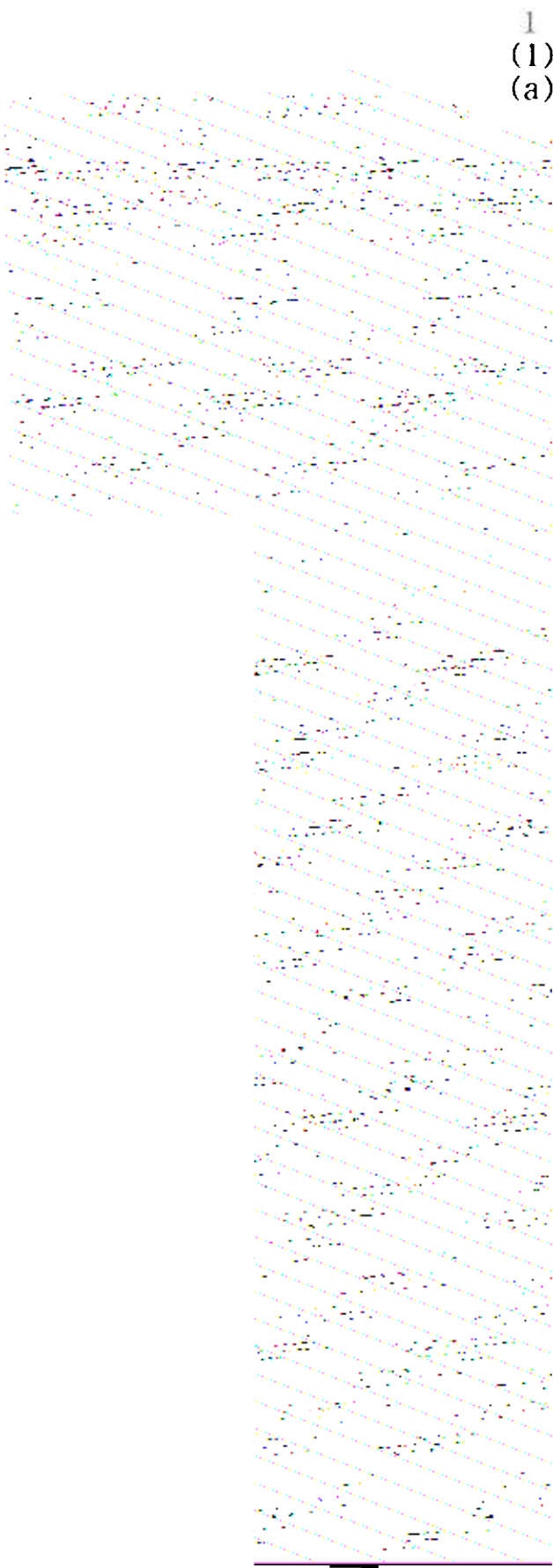


・協力・共同体省であり、日本国政府の権

103



1
(1)
(a)

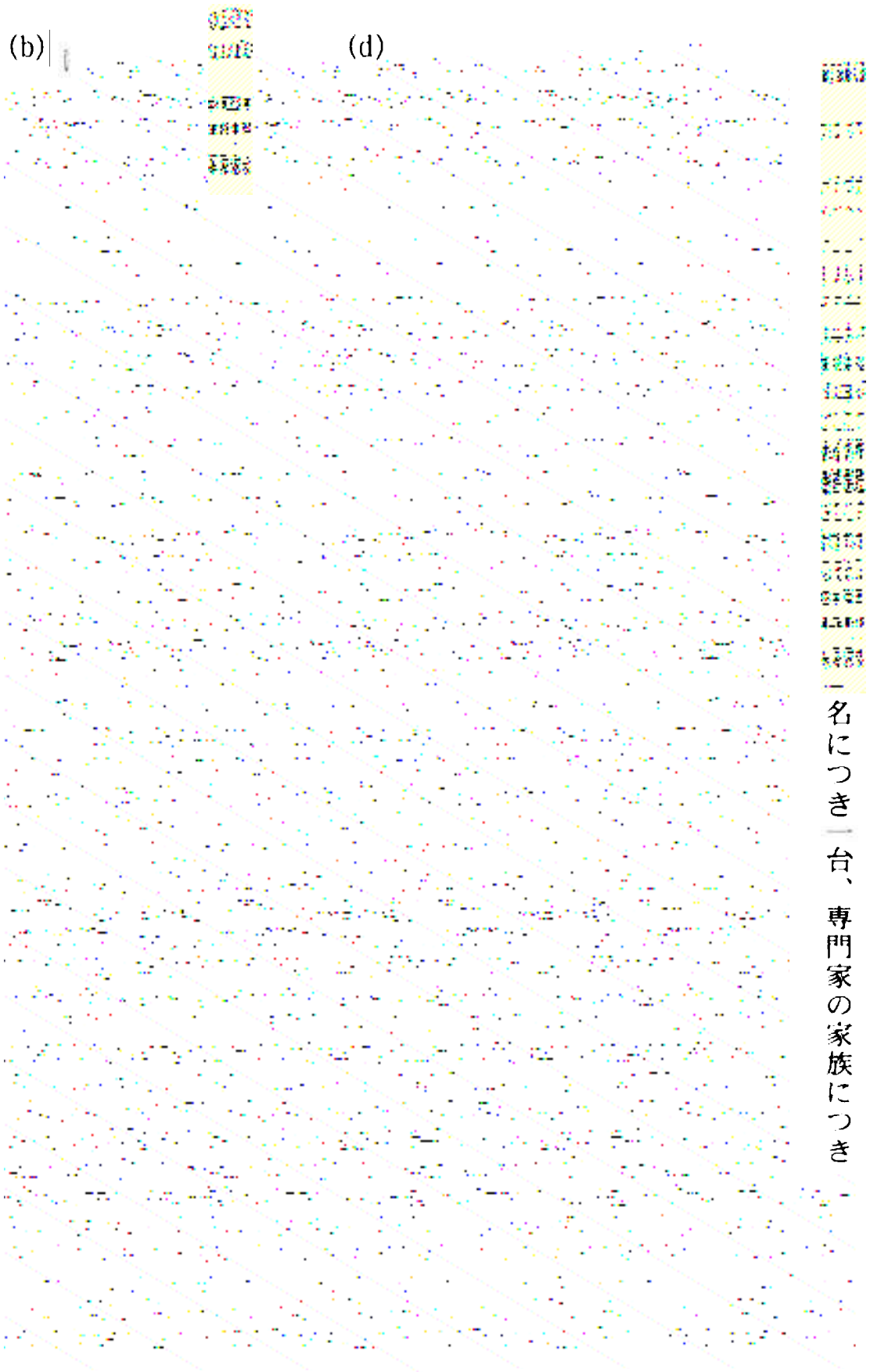


1
(1)
(a)

第五条

寄与





(3)
(a)  

すること。
(e) 

ること。
(d) 

(ii) 

(i) 通勤費
(c) 

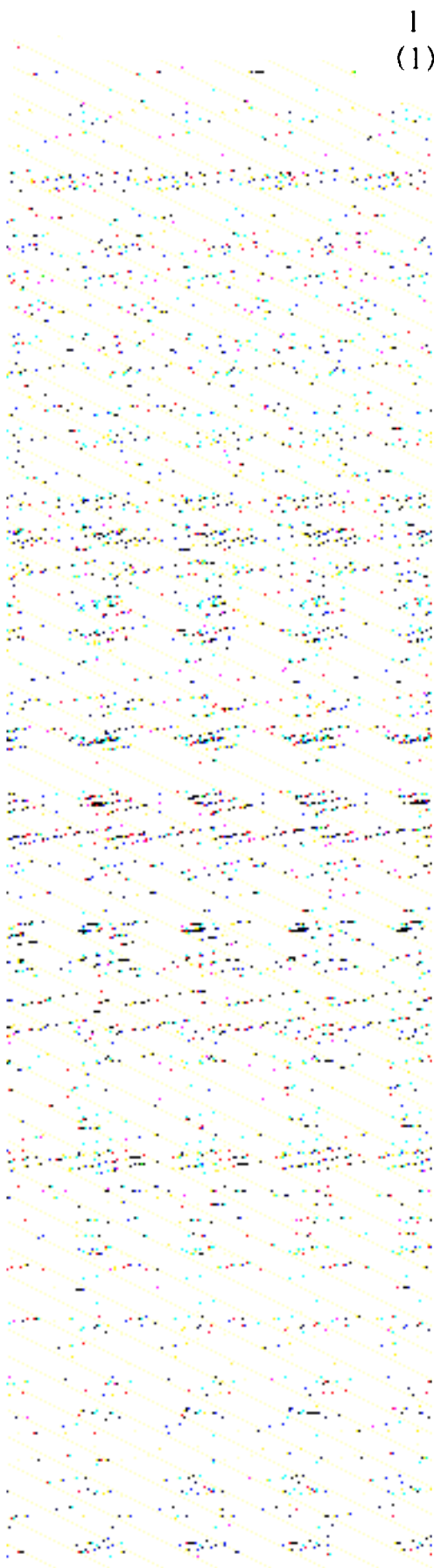


3

税を含む。

付すること。

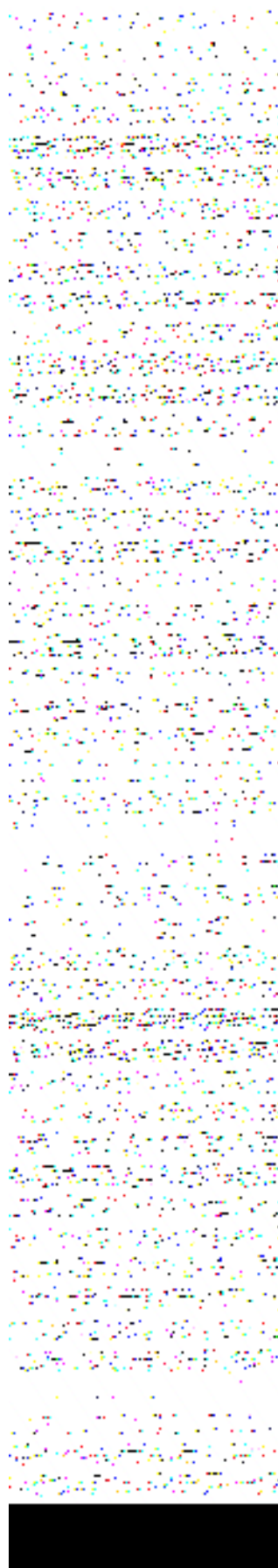
I
(1)



第七条

りでない。

第六条



(3)

[Redacted text block]

(1) 規

[Redacted text block]

(2)

である。

[Redacted text block]

(4)

(1) 及び (2) に

[Redacted text block]

する。

[Redacted text block]

1

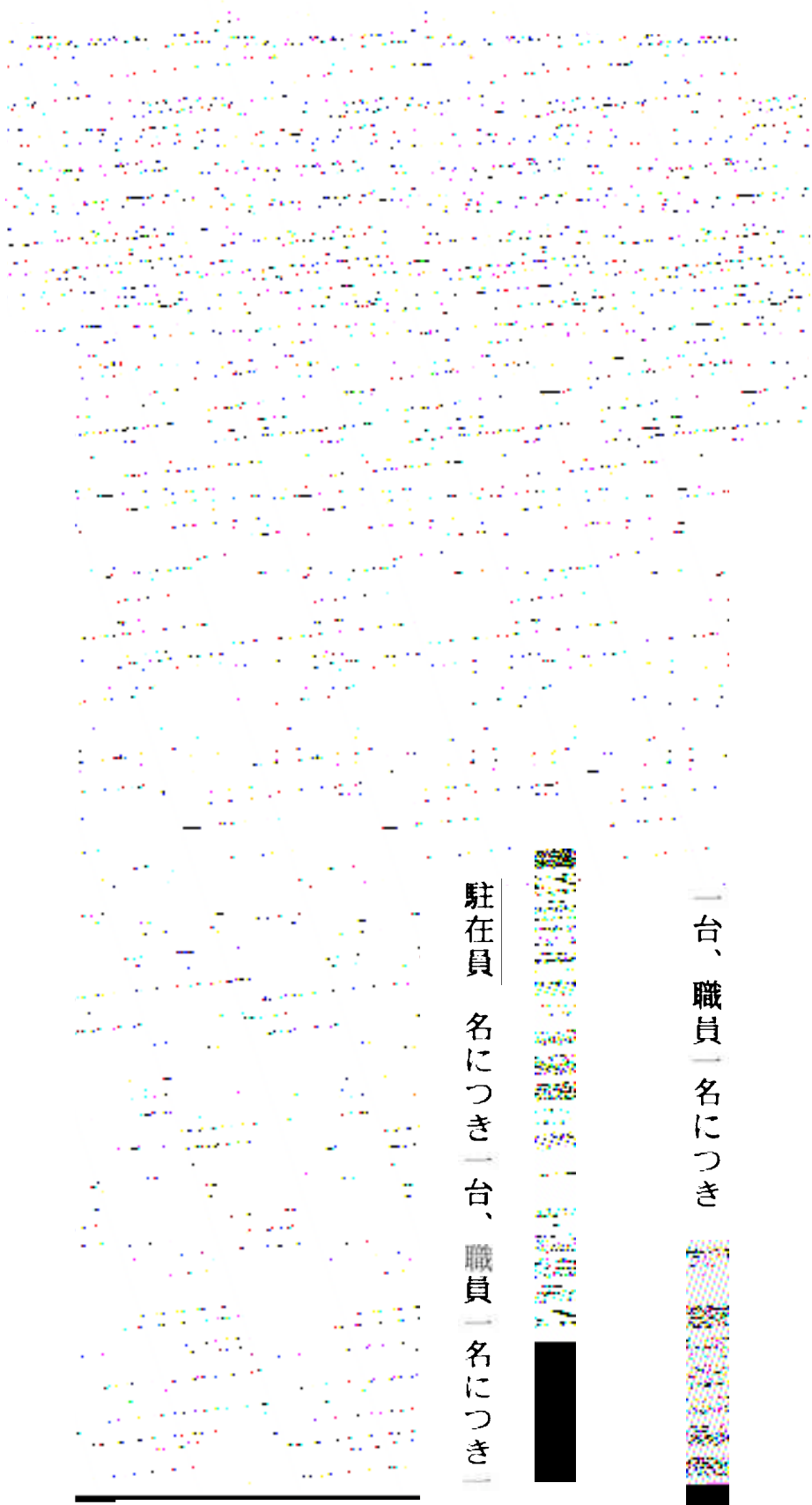
[The main body of the page contains a large area of severe digital corruption, appearing as a dense field of multi-colored noise and artifacts, rendering the text completely illegible.]

[A vertical column of digital noise and artifacts, partially obscured by a black redaction box at the bottom.]

[A vertical column of digital noise and artifacts, partially obscured by a black redaction box at the bottom.]

第八条

[A vertical column of digital noise and artifacts, partially obscured by a black redaction box at the bottom.]

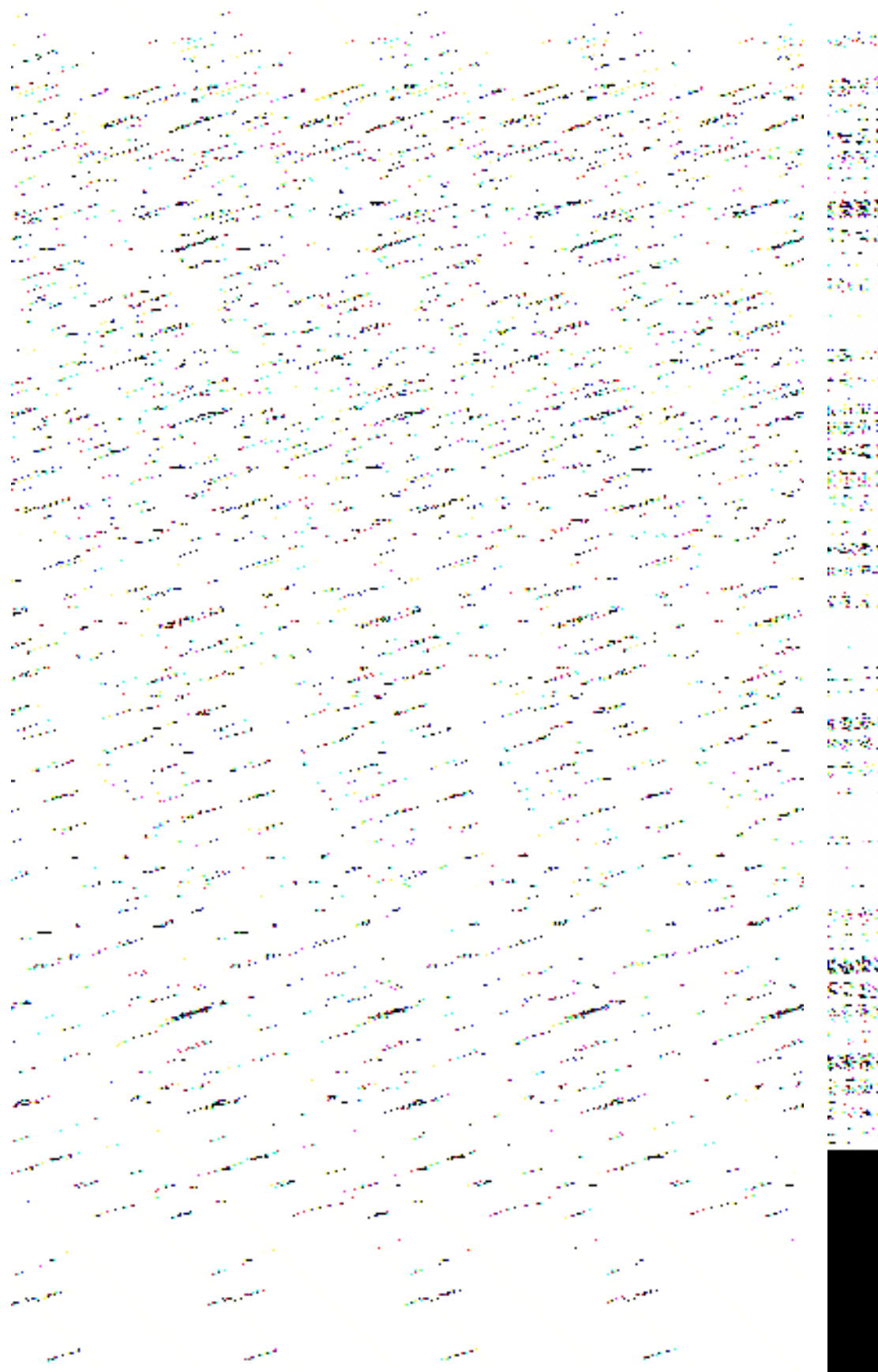


(i) 携帯荷物



駐在員 名につき 一台、職員 名につき

一台、職員 名につき



1

第十二条

する。

第十一条

連して

第十条



Artigo 2º

Os arranjos individuais que determinam os programas particulares de cooperação técnica executados no quadro do presente Acordo deverão ser concluídas entre as autoridades competentes dos dois Governos. A autoridade competente do Governo da República de Cabo Verde é o Ministério dos Negócios Estrangeiros, Cooperação e Comunidades de Cabo Verde e a autoridade competente do Governo do Japão é o Ministério dos Negócios Estrangeiros.

Artigo 3º

A cooperação técnica será executada pela Agência Japonesa de Cooperação Internacional (adiante designada «JICA»), sob sua responsabilidade e em conformidade tanto com as leis e as regras em vigor no Japão como com as disposições mencionadas no Artigo 2º, sob as formas seguintes:

- (a) Assegurar a formação técnica de nacionais cabo-verdianos;
- (b) Enviar peritos (adiante designados «Peritos») para a República de Cabo Verde;
- (c) Enviar voluntários japoneses (adiante designados «Voluntários Seniores») que possuam conhecimentos técnicos diversificados e uma vasta experiência para a República de Cabo Verde;
- (d) Enviar missões japonesas (adiante designadas «Missões») para a República de Cabo Verde, com o objectivo de realizar estudos sobre projectos de desenvolvimento económico e social da República de Cabo Verde;
- (e) Fornecer equipamentos, máquinas e materiais ao Governo da República de Cabo Verde; e
- (f) Fornecer ao Governo da República de Cabo Verde qualquer outra forma de cooperação técnica, decidida de comum acordo entre os dois Governos.

Artigo 4º

O Governo da República de Cabo Verde zelarà para que as técnicas e os conhecimentos adquiridos pelos nacionais cabo-verdianos, bem como os equipamentos, máquinas e materiais fornecidos no quadro da cooperação técnica japonesa, conforme o previsto no Artigo 3º, contribuam para o desenvolvimento económico e social da República de Cabo Verde e não sejam utilizados para fins militares.

Artigo 5º

No caso da JICA enviar Peritos, Voluntários Seniores e Missões, o Governo da República de Cabo Verde compromete-se a:

1. (1) (a) Isentar os Peritos, os Voluntários Seniores e os membros das Missões dos impostos (incluindo os impostos

ACORDO DE COOPERAÇÃO TÉCNICA ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA DE CABO VERDE E O GOVERNO DO JAPÃO

O Governo da República de Cabo Verde e o Governo do Japão,

Desejosos de reforçar ainda mais as relações de amizade existentes entre os dois países através de uma cooperação técnica e

Considerando os benefícios mútuos que podem ser tirados do encorajamento ao desenvolvimento económico e social dos seus respectivos países,

Acordam o seguinte:

Artigo 1º

Os dois Governos dedicar-se-ão a promover a cooperação técnica entre os dois países.

sobre o rendimento) e de outros encargos fiscais a que as remunerações e qualquer outro rendimento provenientes do estrangeiro estejam sujeitos;

(b) Isentar os Peritos, os Voluntários Seniores, os membros das Missões e as suas famílias dos encargos consulares, dos impostos (incluindo os direitos aduaneiros) e de outros encargos fiscais, bem como das formalidades para a obtenção de licenças de importação e certificados de cobertura cambial, no que respeita à importação de:

(i) Bagagens;

(ii) Objectos pessoais, aparelhos domésticos e bens de consumo; e

(iii) De um veículo por Perito, um veículo para a família de cada Perito, um veículo por Voluntário Sénior, desde que sejam chamados a residir na República de Cabo Verde.

(c) No caso de não importarem veículos para a República de Cabo Verde, isentar os Peritos, os Voluntários Seniores e as respectivas famílias dos impostos (incluindo o imposto sobre o valor acrescentado) e das taxas na compra de veículos no mercado local; e

(d) Isentar os Peritos, os Voluntários Seniores e as respectivas famílias de encargos de registo dos veículos mencionados nas alíneas (b) (iii) e (c) acima.

2. (a) Fornecer aos Peritos, aos Voluntários Seniores e às Missões, a expensas próprias, um escritório adequado e demais facilidades, incluindo serviços de telefone e de telecópia, necessários ao desempenho das funções dos mesmos e responsabilizar-se, igualmente, pelas despesas de funcionamento e de manutenção;

(b) Colocar à disposição dos Peritos, dos Voluntários Seniores e das Missões, a expensas próprias, pessoal local (incluindo um(a) intérprete adequado(a), em caso de necessidade), bem como os seus homólogos cabo-verdianos, para o desempenho das suas funções;

(c) Assumir as despesas dos Peritos e dos Voluntários Seniores relativas:

(i) Ao transporte diário entre o domicílio dos mesmos e o local de trabalho;

(ii) às viagens oficiais no interior da República de Cabo Verde; e

(iii) às despesas com as correspondências oficiais;

(d) Conceder aos Peritos, aos Voluntários Seniores e às respectivas famílias as facilidades para a aquisição de um alojamento adequado; e

(e) Conceder aos Peritos, aos Voluntários Seniores, aos membros das Missões e às respectivas famílias as facilidades de acesso aos cuidados médicos.

3. (a) Autorizar a entrada na República de Cabo Verde, a saída e a permanência dos Peritos, dos Voluntários Seniores, dos membros das Missões e das respectivas famílias enquanto durar a sua missão, conceder-lhes as facilidades relativas aos procedimentos necessários para a inscrição no registo de estrangeiros e isentá-los dos encargos consulares;

(b) Emitir cartões de identificação a favor dos Peritos, dos Voluntários Seniores e dos membros das Missões, a fim de assegurar a cooperação necessária ao desempenho das suas funções por parte de qualquer organização governamental;

(c) Conceder aos Peritos, aos Voluntários Seniores e às respectivas famílias as facilidades para a obtenção da Carta de Condução; e

(d) Tomar outras medidas que se revelarem necessárias ao desempenho da missão dos Peritos, dos Voluntários Seniores e das Missões.

2. Em caso de venda ou transferência posterior dos veículos mencionados no parágrafo 1, na República de Cabo Verde, a particulares ou a organizações que não beneficiem das isenções acima referidas ou de privilégios semelhantes, os mesmos ficarão sujeitos ao pagamento dos impostos aplicáveis, incluindo os direitos aduaneiros.

3. O Governo da República de Cabo Verde concederá aos Peritos, aos Voluntários Seniores, aos membros das Missões e às respectivas famílias os mesmos privilégios, isenções e vantagens que acorda aos peritos, aos voluntários seniores e aos membros das missões e respectivas famílias de qualquer outro país terceiro ou organização internacional que cumpram uma missão semelhante na República de Cabo Verde.

Artigo 6º

O Governo da República de Cabo Verde compromete-se a assumir qualquer eventual reclamação em relação aos Peritos, aos Voluntários Seniores e aos membros das Missões que venha a surgir após, durante ou em relação ao desempenho das suas funções, salvo se os dois Governos vierem a acordar que as ditas reclamações derivaram de uma negligência grave ou de uma má conduta deliberada por parte dos Peritos, Voluntários Seniores ou membros das Missões.

Artigo 7º

1. (1) No caso de a JICA fornecer ao Governo da República de Cabo Verde equipamentos, máquinas e materiais, o Governo da República de Cabo Verde compromete-se, no que respeita à importação dos mesmos, a conceder isenção de encargos consulares, de impostos (incluindo os direitos aduaneiros) e de taxas, bem como das formalidades requeridas para a obtenção de licenças de importação e certificados de cobertura cambial. Os equipamentos, as máquinas e os materiais supramencionados tornar-se-ão propriedade do Governo da

República de Cabo Verde assim que os mesmos forem entregues, C.A.F., às autoridades competentes do Governo da República de Cabo Verde no porto do desembarque.

(2) No caso de a JICA fornecer ao Governo da República de Cabo Verde equipamentos, máquinas e materiais e os mesmos forem adquiridos no mercado local, o Governo da República de Cabo Verde compromete-se a isentar os referidos equipamentos, máquinas e materiais de impostos (incluindo o imposto sobre o valor acrescentado) e de outros encargos fiscais.

(3) Os equipamentos, as máquinas e os materiais mencionados nos sub-parágrafos (1) e (2) deverão ser utilizados para os fins previstos nos arranjos mencionados no Artigo 2.º, excepto no caso de um acordo em sentido contrário vier a ser concluído entre as autoridades competentes dos dois Governos.

(4) O Governo da República de Cabo Verde assumirá as despesas relativas ao transporte, na República de Cabo Verde, dos equipamentos, das máquinas e dos materiais mencionados nos sub-parágrafos (1) e (2), bem como as despesas relacionadas com a substituição, manutenção e reparação dos mesmos.

2. (1) Os equipamentos, as máquinas e os materiais reunidos pela JICA e necessários ao desempenho das funções dos Peritos, dos Voluntários Seniores e dos membros das Missões deverão permanecer na propriedade da JICA, excepto no caso de um acordo em sentido contrário vier a ser concluído entre as autoridades competentes dos dois Governos.

(2) No que respeita à importação dos equipamentos, máquinas e materiais referidos no sub-parágrafo (1) acima, o Governo da República de Cabo Verde compromete-se a isentar os Peritos, os Voluntários Seniores e os membros das Missões dos encargos consulares, dos impostos (incluindo os direitos aduaneiros) e das taxas, bem como das formalidades requeridas para a obtenção de licenças de importação e certificados de cobertura cambial.

(3) O Governo da República de Cabo Verde compromete-se a isentar os Peritos, os Voluntários Seniores e os membros das Missões dos impostos (incluindo o imposto sobre o valor acrescentado) e das taxas, no que respeita à compra no mercado local, dos equipamentos, máquinas e materiais mencionados no sub-parágrafo (1) acima.

Artigo 8.º

O Governo da República de Cabo Verde compromete-se a manter em estreito contacto com os Peritos, os Voluntários Seniores e os membros das Missões, através das organizações que ele mesmo vier a designar.

Artigo 9.º

1. O Governo da República de Cabo Verde permitirá à JICA abrir e manter um escritório na República de Cabo Verde (adiante designado «Escritório») e aceitará um

representante residente e seu pessoal, enviados do Japão (adiante designados o «Representante» e seu «Pessoal»), encarregues de executar, na República de Cabo Verde, a missão que lhes for confiada pela JICA respeitante aos programas de cooperação técnica no quadro do presente Acordo.

2. O Governo da República de Cabo Verde compromete-se a:

(1) (a) Isentar o Representante, seu Pessoal e respectivas famílias dos impostos (incluindo os impostos sobre o rendimento) e de outros encargos fiscais a que as remunerações e qualquer outro rendimento provenientes do estrangeiro estejam sujeitos;

(b) Isentar o Representante, seu Pessoal e respectivas famílias dos encargos consulares, dos impostos (incluindo os direitos aduaneiros) e das taxas, bem como das formalidades requeridas para as licenças de importação e certificados de cobertura cambial, no que respeita à importação de:

(i) Bagagens;

(ii) Objectos pessoais, aparelhos domésticos e bens de consumo; e

(iii) Um veículo para o Representante, um veículo para cada membro do seu Pessoal, um veículo para a família do Representante e um veículo para a família de cada membro do Pessoal, desde que sejam chamados a residir na República de Cabo Verde;

(c) No caso de não importarem veículos para a República de Cabo Verde, isentar o Representante, seu Pessoal e respectivas famílias dos impostos (incluindo o imposto sobre o valor acrescentado) e das taxas na compra de veículos no mercado local; e

(d) Isentar o Representante, seu Pessoal e respectivas famílias de encargos de registo dos veículos mencionados mencionados nas alíneas (b) (iii) e (c) acima;

(e) Autorizar a entrada na República de Cabo Verde, a saída e a permanência do Representante, seu Pessoal e respectivas famílias enquanto durar a sua missão, conceder-lhes as facilidades relativas aos procedimentos necessários para a inscrição no registo de estrangeiros e isentá-los dos encargos consulares;

(f) Conceder, a favor do Representante e do seu Pessoal, cartões de identificação e cartões especiais de acesso para além dos pontos de controlo pela polícia nos aeroportos e portos, de forma a poderem acompanhar os Peritos, os Voluntários Seniores e os membros das Missões nos momentos de partida ou de chegada;

(g) Conceder ao Representante, ao seu Pessoal e às respectivas famílias as facilidades para a obtenção da carta de condução; e

(h) Tomar outras medidas que se mostrarem necessárias ao desempenho da missão do Representante e do seu Pessoal.

(2) (a) Isentar o Escritório dos encargos consulares, dos impostos (incluindo os direitos aduaneiros) e das taxas, bem como das formalidades requeridas para a obtenção de licenças de importação e certificados de cobertura cambial, no que respeita à importação dos equipamentos, máquinas, veículos e materiais necessários às actividades do Escritório;

(b) Isentar o Escritório dos impostos (incluindo o imposto sobre o valor acrescentado) e das taxas no que respeita à compra no mercado local, de equipamentos, máquinas, veículos e materiais necessários ao funcionamento do Escritório; e

(c) Isentar o Escritório dos impostos (incluindo os impostos sobre o rendimento) e de outros encargos fiscais a que as somas provenientes do estrangeiro e destinadas a suportar as despesas do Escritório estejam sujeitas.

3. Em caso de venda ou transferência posterior dos veículos mencionados no parágrafo 2, na República de Cabo Verde, a particulares ou a organizações que não beneficiem das isenções acima referidas ou de privilégios semelhantes, os mesmos ficarão sujeitos ao pagamento dos impostos aplicáveis, incluindo os direitos aduaneiros.

4. O Governo da República de Cabo Verde concederá ao Representante, ao seu Pessoal e às respectivas famílias, bem como ao Escritório os mesmos privilégios, isenções e vantagens que acorda aos Representantes, ao Pessoal e às respectivas famílias, bem como aos escritórios de qualquer outro país terceiro ou organização internacional que cumpram uma missão semelhante na República de Cabo Verde.

Artigo 10º

O Governo da República de Cabo Verde adoptará as medidas necessárias à garantir da segurança dos Peritos, dos Voluntários Seniores, dos membros das Missões, do Representante, do seu Pessoal e das respectivas famílias que residam na República de Cabo Verde.

Artigo 11º

O Governo da República de Cabo Verde e o Governo do Japão consultar-se-ão a propósito de qualquer problema que vier a emergir do presente Acordo ou a ele estiver ligado.

Artigo 12º

1. As disposições do presente Acordo deverão igualmente aplicar-se, após a sua entrada em vigor, aos programas particulares de cooperação técnica que tiveram início antes

da entrada em vigor do presente Acordo, aos Peritos, aos Voluntários Seniores, aos membros das Missões, ao Representante, ao Pessoal e às suas famílias que residam na República de Cabo Verde, bem como aos equipamentos, máquinas e materiais relativos aos ditos programas.

2. O fim do presente Acordo não deverá alterar os programas particulares de cooperação técnica em curso até ao seu término, a menos que seja decidido de forma diferente, de comum acordo, entre os dois Governos, nem ter efeitos sobre os privilégios, as isenções e as vantagens concedidos aos Peritos, aos Voluntários Seniores, aos membros das Missões, aos Representantes, ao Pessoal bem como às respectivas famílias que residam na República de Cabo Verde para o desempenho da sua missão no quadro dos referidos programas.

Artigo 13º

1. O presente Acordo entrará em vigor na data da recepção pelo Governo do Japão da notificação escrita do Governo da República de Cabo Verde relativa à conclusão dos procedimentos internos necessários à entrada em vigor do mesmo.

2. O presente Acordo é celebrado pelo período de um ano. O mesmo será automaticamente renovável, anualmente, por igual período, a menos que um ou outro Governo o denuncie através de um pré-aviso escrito com antecedência mínima de seis meses.

Em fé do que, o presente Acordo foi assinado para servir e fazer valer o que é de direito.

Feito em dois exemplares, em francês e em japonês, sendo ambas as versões consideradas igualmente autênticas, em Dacar, aos sete de Junho de dois mil e cinco.

Pelo Governo da República de Cabo Verde, [assinatura ilegível]

Pelo Governo do Japão, [assinatura ilegível]

Resolução nº 18/VII/2006

de 7 de Agosto

A Assembleia Nacional vota, nos termos da alínea g) do artigo 179º da Constituição da República, a seguinte Resolução:

Artigo Único

É aprovada a Conta de Gerência da Assembleia Nacional referente ao exercício do ano económico de 2005, cujos mapas se publicam em anexo.

Aprovada em 28 de Junho de 2006.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *Aristides Raimundo Lima*

CONTA DE GERÊNCIA

Modelo nº 2

Gerência de 1 de Janeiro de 2005 a 31 de Dezembro de 2005

DÉBITO	Importâncias		Código	CREDITO	Importâncias	
	Parcial	Total			Parcial	Total
Saldo da Gerência anterior		72.960.759,99				
De receitas Orçamentais	<u>72.816.833,99</u>					
Em cofre	<u>71.177,00</u>					
De descontos não entregues	<u>72.749,00</u>					
Receita do Estado	61.869,00					
Operações de tesouraria	10.880,00					
De Receitas orçamentais						
Dotação inscrita no O. E.		539.488.412,00	3.01.01.01	Pessoal do quadro especial	140.017.807,00	
			3.01.01.02	Pessoal do quadro da Assembleia Nacional	70.340.803,00	
			3.01.01.03	Pessoal Contratado	15.711.541,00	
			3.01.01.04	Gratificação - Seguranças do Sr Presidente	60.000,00	
			3.01.01.05	Subsídios certos e permanentes	16.130.806,00	
			3.01.01.06	Despesas de representação	1.428.000,00	
Entrada de F. Extra-Orçamentais		1.382.476,00	3.01.02.01	Gratificações eventuais	30.000,00	
Aluguer de salas	223.300,00		3.01.02.02	Horas extraordinárias	4.047.407,00	
Motel	712.866,00		3.01.02.03	Alimentação e alojamento	972.000,00	
Alienação de mobiliários	299.700,00		3.01.02.04	Subsídio de instalação	1.360.000,00	
Venda Constituição	39.000,00		3.01.02.90	Remunerações Variáveis diversas	0,00	
Publicação	107.610,00		3.01.03.01	Encargos com saúde	6.003.927,00	
Devolução		552.269,00	3.01.03.02	Abono de família	551.800,00	
			3.01.03.03	Contribuição da A.N. p/ Previdência Social	5.769.441,00	
			3.01.03.04	Seguros Acidentes no trab. e doença Prof.	0,00	
			3.01.03.90	Encargos de Segurança Social diversas	0,00	
			3.01.04.00	Encargos Provisionais com Pessoal	0,00	
			3.02.03.02	Produtos alimentares	0,00	
			3.02.03.03	Roupa e calçado	83.700,00	
			3.02.03.04	pequenos equipamentos	0,00	
			3.02.03.90	produtos e pequenos equipamentos diversos	19.235.308,00	
A transportar		614.383.916,99		A transportar		281.742.540,00

Transporte		614.383.916,99		Transporte		281.742.540,00
			3.03.01.00	Água	9.600.349,00	
			3.03.02.00	Eletricidade	7.030.622,00	
			3.03.03.00	Combustíveis e lubrificantes	13.759.599,00	
Descontos efectuados		57.862.948,00	3.03.04.00	Conservação e manutenção	4.101.444,00	
Receitas do Estado	<u>53.491.971,00</u>		3.03.05.00	Equipamento de desgaste rápido	2.098.727,00	
Operações de tesouraria	<u>4.370.977,00</u>		3.03.06.00	Consumos de secretaria	7.623.616,00	
			3.03.07.00	Rendas e alugueres	1.726.821,00	
			3.03.08.00	Representação dos serviços	1.960.600,00	
			3.03.09.00	Comunicações	37.617.728,00	
			3.03.10.00	Seguros	6.647.786,00	
			3.03.11.00	Vigilância e Segurança	6.161.700,00	
			3.03.12.00	Assistência Técnica	311.000,00	
			3.03.13.00	Deslocações e estadias	65.748.332,00	
			3.03.14.00	Limpeza higiene e conforto	11.040.000,00	
			3.03.15.00	Formação	821.855,00	
			3.03.90.00	Outros fornecimentos e Serviços externos	17.083.136,00	
			3.05.01.01	Comissão Nacional de Eleições	25.000.000,00	
			3.05.01.02	Conselho de Comunicação Social	546.748,00	
			3.05.01.03	Provedor de justiça	0,00	
			3.05.04.01	Quotas a Organismos Internacionais	2.187.986,00	
			3.05.04.90	Outras Transferências diversas p/o exterior	0,00	
			3.07.03.00	Indemnizações	0,00	
			3.07.90.00	Outras despesas	6.108.478,00	
			4.01.03.00	Habitações	355.300,00	
			4.01.04.00	Edifícios	18.599.848,00	
			4.01.05.00	Maquinaria e equipamentos	0,00	
			4.01.07.00	Equipamentos de transporte	0,00	
			4.04.08.00	Equipamentos Administrativos	0,00	
			4.04.90.00	Outros investimentos corpóreos	0,00	246.131.675,00
				Entrega de descontos		57.853.033,00
				Receita do Estado	53.462.727,00	
				Operações de Tesouraria	4.390.306,00	
A transportar		672.246.864,99		A transportar		585.727.248,00

Transporte		672.246.864,99		Transporte		585.727.248,00
				Saldo para a gerência seguinte		86.519.616,99
				De receitas Orçamentais	86.383.418,99	
				Em cofre	19.315,00	
				De descontos não entregues	116.883,00	
				Receita do Estado	116.883,00	
				Operação de tesouraria	0,00	
TOTAL GERAL		672.246.864,99		TOTAL GERAL		672.246.864,99

MAPA COMPARATIVO

Mod-nº3

Entre a receita orçada e a paga
no período de 1 de Janeiro a 31 de Dezembro do ano 2005

Classificação Orçamental	Designação da receita	Orçamento inicial	Orçamento final (1)	Receita Cobrada(2)	Diferenças (2)-(1)	
					Para mais	Para menos
	Receitas ordinárias					
	Receitas correntes					
	Saldo que transita do exercício anterior	2.265.380,00	2.265.380,00	54.228.845,99	51.963.465,99	
	Receita extraordinária	1.000.000,00	1.000.000,00	1.382.476,00	382.476,00	
	Dotação inscrita no O. E	521.814.162,00	521.814.162,00	521.814.162,00	0,00	0,00
	Devoluções			552.269,00	552.269,00	
	Receitas Capitais					
	Saldo que transita do exercício anterior	18.731.914,00	18.731.914,00	18.731.914,00		
	Rendimento de bens próprios	0,00	0,00	0,00		0,00
	Dotação Inscrita no O.E.	17.674.250,00	17.674.250,00	17.674.250,00		0,00
					0,00	
	Totais	561.485.706,00	561.485.706,00	614.383.916,99	52.898.210,99	0,00

MAPA COMPARATIVO
 Entre a despesa orçada e a paga
 de 1 de Janeiro a 31 de Dezembro de 2005

Mod-nº4

Classific. Orçamental	Descrição da despesas	Orçamento inicial	Orçamento final	Despesa realizada	Diferença	
					Para mais	Para menos
3,01,01,01	Pessoal do Quadro Especial	151.921.392,00	140.019.865,00	140.017.807,00		-2.058,00
3,01,01,02	Pessoal do Quadro	76.440.396,00	70.341.396,00	70.340.803,00		-593,00
3,01,01,03	Pessoal Contratado	15.184.536,00	15.711.541,00	15.711.541,00		0,00
3,01,01,04	Gratificação Permanente	90.000,00	90.000,00	60.000,00		-30.000,00
3,01,01,05	Subsídio Permanente	15.759.072,00	16.134.072,00	16.130.806,00		-3.266,00
3,01,01,06	Despesas de Representação	1.428.000,00	1.428.000,00	1.428.000,00		0,00
3,01,02,01	Gratificações variáveis ou eventuais	30.000,00	30.000,00	30.000,00		0,00
3,01,02,02	Horas Extraordinárias	3.000.000,00	4.052.865,00	4.047.407,00		-5.458,00
3,01,02,03	Alimentação e Alojamento	250.000,00	972.000,00	972.000,00		0,00
3,01,02,04	Subsídio de instalação	500.000,00	1.360.000,00	1.360.000,00		0,00
3,01,02,90	Remunerações Variáveis Diversas	500.000,00	0,00	0,00		0,00
3,01,03,01	Encargos com a Saúde	4.000.000,00	6.005.000,00	6.003.927,00		-1.073,00
3,01,03,02	Abono de Família	512.000,00	562.000,00	551.800,00		-10.200,00
3,01,03,03	Contribuição para Segurança Social	4.586.940,00	5.769.441,00	5.769.441,00		0,00
3.62.03.90	Encargos de Segurança Social Diversas	250.000,00	0,00	0,00		0,00
3,01,04,01	Aumento Salarial	2.635.841,00	841,00	0,00		-841,00
3,01,04,02	Recrutamento e nomeação	0,00	0,00	0,00		0,00
3,01,04,03	Progressões	790.821,00	816,00	0,00		-816,00
3,01,04,04	Reclassificações	225.996,00	25.996,00	0,00		-25.996,00
3,01,04,06	Promoções	529.698,00	1.698,00	0,00		-1.698,00
3,02,03,03	Roupa e Calçados	500.000,00	90.000,00	83.700,00		-6.300,00
3,02,03,90	Produtos e pequenos equipamentos diversos	22.109.868,00	19.236.268,00	19.235.308,00		-960,00
3,03,01,00	Água	5.407.860,00	9.605.640,00	9.600.349,00		-5.291,00
3,03,02,00	Eletricidade	8.000.000,00	7.035.000,00	7.030.622,00		-4.378,00
3,03,03,00	Combustível e lubrificante	11.500.000,00	13.759.599,00	13.759.599,00		0,00
3,03,04,00	Conservação e manutenção	3.500.000,00	4.101.444,00	4.101.444,00		0,00
3,03,05,00	Equipamentos de desgaste rápido	2.400.000,00	2.099.000,00	2.098.727,00		-273,00

Classific. Orçamental	Descrição da despesas	Orçamento inicial	Orçamento final	Despesa realizada	Diferença	
					Para mais	Para menos
3,03,06,00	Consumo de Secretaria	10.000.000,00	7.623.989,00	7.623.616,00		-373,00
3,03,07,00	Rendas e alugueres	2.000.000,00	1.727.000,00	1.726.821,00		-179,00
3,03,08,00	Representação de serviços	2.000.000,00	1.966.668,00	1.960.600,00		-6.068,00
3,03,09,00	Comunicação	21.000.000,00	37.617.728,00	37.617.728,00		0,00
3,03,10,00	Seguros	5.884.219,00	6.648.219,00	6.647.786,00		-433,00
3,03,11,00	Vigilância e segurança	6.161.700,00	6.161.700,00	6.161.700,00		0,00
3,03,12,00	Assistencia Técnica	805.800,00	315.800,00	311.000,00		-4.800,00
3,03,13,00	Deslocação e Estadia	61.000.000,00	65.748.332,00	65.748.332,00		0,00
3,03,14,00	Limpeza higiene e conforto	11.040.000,00	11.040.000,00	11.040.000,00		0,00
3,03,15,00	Formação	2.500.000,00	825.000,00	821.855,00		-3.145,00
3,03,90,00	Outros fornecimento e serviço externo	20.443.119,00	17.085.340,00	17.083.136,00		-2.204,00
3,05,01,01	Comissão nacional de eleição	25.000.000,00	25.000.000,00	25.000.000,00		0,00
3,05,01,02	Conselho Comunicação Social	2.000.000,00	1.550.000,00	546.748,00		-1.003.252,00
3,05,01,03	Provedor de justiça	15.000.000,00	15.000.000,00	0,00		-15.000.000,00
3,05,04,01	Quotas a organização internacional	4.142.284,00	2.228.806,00	2.187.986,00		-40.820,00
3,05,04,90	Outras Traserencia para exterior	600.000,00	0,00	0,00		0,00
3,07,03,00	Indemnização	0,00	0,00	0,00		0,00
3,07,90,00	Outras despesas	3.450.000,00	6.108.478,00	6.108.478,00		0,00
4,01,03,00	Habitação	1.000.000,00	1.000.000,00	355.300,00		-644.700,00
4,01,04,00	Edifícios	28.685.290,00	28.685.290,00	18.599.848,00		-10.085.442,00
4,01,05,00	Maquinaria e Equipamento	1.720.874,00	1.720.874,00	0,00		-1.720.874,00
4,01,07,00	Equipamento de carga e transporte		0,00	0,00		0,00
4,01,08,00	Equipamento Administração	0,00	0,00	0,00		0,00
4,01,90,00	Outroas imobilizações corpóreos	5.000.000,00	5.000.000,00	0,00		-5.000.000,00
	TOTAL	561.485.706,00	561.485.706,00	527.874.215,00		-33.611.491,00

CONTA DE RESPONSABILIDADE DO TESOUREIRO

Mod-nº5

Gerência de 1 de Janeiro a 31 de Dezembro do ano 2005

ENTRADAS	Importância		SAÍDAS	Importâncias	
	Parcial	Total		Parcial	Total
Saldo da Gerência Anterior	72.960.759,99	72.960.759,99			
Entrada de Fundos			Saídas de Fundos		
Receitas orçamentais	539.488.412,00	539.488.412,00	Despesas Orçamentais	527.874.215,00	527.874.215,00
Fundos extra-orçamentais	1.382.476,00	1.382.476,00	Fundos Extra-orçamentais		
Devoluções	552.269,00	552.269,00			
Descontos Efectuados		57.862.948,00	Descontos Entregues		57.853.033,00
Receitas do Estado	53.491.971,00		Receita do Estado	53.462.727,00	
Operações de Tesouraria	4.370.977,00		Operações de Tesouraria	<u>4.390.306,00</u>	
			Saldo para a Gerência Seguinte		86.519.616,99
TOTAL		672.246.864,99	TOTAL		672.246.864,99

**RELAÇÃO DAS GUIAS DE ENTREGA DE DESCONTOS
RECEITAS DO ESTADO**

Mod-n°14

Gerência de 1 Janeiro a 31 de Dezembro de 2005

MÊS	IUR VENCIMENTO	IUR DIVERSOS	TSU/8%	COMP. APOS.	COMP.REFOR MA	DGPE	TOTAL
Janeiro	3.197.110,00	0,00	1.174.484	1.863,00	1.410,00	12.370,00	4.387.237,00
Fevereiro	3.162.295,00	10.054,00	1.207.444	1.901,00	1.410,00	12.370,00	4.395.474,00
Março	3.312.972,00	13.689,00	1.231.273	3.063,00	1.410,00	12.370,00	4.574.777,00
Abril	3.184.566,00	159.012,00	1.195.982	3.063,00	1.410,00	12.370,00	4.556.403,00
Maiο	3.224.576,00	37.245,00	1.182.182	3.557,00	1.410,00	12.370,00	4.461.340,00
Junho	3.196.672,00	33.882,00	1.177.052	3.557,00	1.410,00	12.370,00	4.424.943,00
Julho	3.155.714,00	73.298,00	1.167.506,00	3.557,00	5.553,00	12.370,00	4.417.998,00
Agosto	3.280.022,00	62.264,00	1.218.121,00	3.382,00	5.560,00	12.370,00	4.581.719,00
Setembro	3.247.735,00	83.400,00	1.159.912,00	3.063,00	6.455,00	12.370,00	4.512.935,00
Outubro	3.155.148,00	25.535,00	1.163.401,00	3.063,00	6.446,00	12.370,00	4.365.963,00
Novembro	3.147.770,00	55.842,00	1.157.642,00	3.063,00	6.446,00	12.370,00	4.383.133,00
Dezembro	3.165.683,00	52.119,00	1.161.124,00	3.063,00	6.446,00	12.370,00	4.400.805,00
Totais	38.430.263,00	606.340,00	14.196.123,00	36.195,00	45.366,00	148.440,00	53.462.727,00

Mod-n°15

**RELAÇÃO DAS GUIAS DE ENTREGA DE DESCONTOS
OPERAÇÕES DE TESOURARIA**

Gerência de 1 de Janeiro a 31 de Dezembro de 2005

N° de Guia	Importância dos Descontos									TOTAL
	Caixa Económica	Prov. Social	Descontos Reforma BCA	Desc. Judic.	Renda. Casa	Sindicato Sindetap	Sindicato Stap	Quota Apoio Social	Si Profs	TOTAL
2005	437.128	2.478.888	282.880	1.025.672	54.000	3.510	74.871	17.084	16.273	
TOTAL	437.128	2.478.888	282.880	1.025.672	54.000	3.510	74.871	17.084	16.273	4.390.306

CONSELHO DE MINISTROS

Resolução nº 32/2006

de 7 de Agosto

De harmonia com o disposto no Decreto-Lei n.º 67/2005, de 31 de Outubro, conjugado com a Lei n.º 44/VI/2004, de 12 de Julho, o uso privativo dos terrenos do Ilhéu de Santa Maria, na baía da Praia, pode ser concessionado a um investidor estratégico seleccionado pelo Governo que se comprometa a criar infra-estruturas de elevada qualidade e condições de desenvolvimento turístico.

Por outro lado, o artigo 3.º da Lei n.º 44/VI/2004, de 12 de Julho, em conjugação com o artigo 1.º da mesma lei, considera que, entre outros espaços, pertencem ao domínio público marítimo do Estado a orla marítima, compreendendo as praias e os terrenos das costas, enseadas, baías contíguas à linha do máximo preia-mar numa faixa de oitenta metros de largura (alínea e)), bem como as zonas dos portos e respectivos cais, docas, acostadouros, terraplenos e outras obras marítimas neles existentes, de abrigo ou protecção ou destinadas às operações de exploração comercial e às necessidades de tráfego (alínea g)). Nos termos do artigo 5.º da mesma lei os terrenos que forem conquistados, pela administração ou por outrém com permissão, às águas pertencentes ao domínio público marítimo farão parte deste domínio até ao limite da faixa legalmente fixada. Em qualquer caso, o uso e a ocupação de bens de domínio público marítimo podem ser concedidos, competindo a atribuição da concessão ao Conselho de Ministros quando tiver um período superior a 10 anos (artigo 11.º, n.º 1 e n.º 3, alínea c)), competindo-lhe também fixar o prazo da concessão.

Na sequência da convenção de estabelecimento celebrada entre o Governo e a Legend Global – Investimentos, Limitada, sociedade anónima com sede em Macau e no âmbito do contrato de concessão da exploração de jogos de fortuna ou azar na zona de jogo permanente da Ilha de Santiago à Legend Cabo Verde – Investimentos, SA, que prevê a construção de um hotel-resort casino na zona da Praia da Gambôa, do Ilhéu de Santa Maria e em terrenos a conquistar ao mar por aquela sociedade, cabe aprovar, nos termos legais, as bases do contrato de concessão do Ilhéu e de outros bens do domínio público marítimo do Estado, a que se seguirá o respectivo contrato de concessão.

Nestes termos,

No uso da faculdade conferida pelo nº 2 do artigo 260º da Constituição, o Governo aprova a seguinte Resolução:

Base I

A concessão dos terrenos do domínio público marítimo situados no Ilhéu de Santa Maria, doravante Ilhéu, é

atribuída por ajuste directo à Legend Cabo Verde – Investimentos, SA, sociedade concessionária da exploração de jogos de fortuna ou azar na zona de jogo permanente da Ilha de Santiago.

Base II

À concessionária é concedido o direito de uso privativo e exclusivo dos terrenos do domínio público marítimo situados no Ilhéu, por forma a executar o contrato de concessão da exploração de jogos de fortuna e azar na zona de jogo permanente da Ilha de Santiago.

Base III

1. A concessionária é autorizada a aterrar a zona adjacente ao Ilhéu e à Praia da Gâmbôa numa área que vier a ser fixada, conforme o mapa anexo, com as rectificações que vierem a ser acordadas com o concedente.

2. A planificação e a execução dos aterros referidos no número anterior obedecerão à legislação em vigor e em particular à legislação ambiental, só podendo ser aprovados depois de avaliação positiva do impacto ambiental.

Base IV

1. A concessionária compromete-se a construir nos terrenos referidos no artigo anterior as seguintes infra-estruturas de elevada qualidade e segundo padrões internacionais estabelecidos:

- a) Casino;
- b) Um ou mais estabelecimentos hoteleiros, sendo um, pelo menos, de cinco estrelas.

2. A concessionária poderá construir as seguintes edificações e equipamentos:

- a) Uma unidade de entretenimento e lazer;
- b) Uma marina;
- c) Unidades de alojamento complementar e/ou de habitação.

3. As edificações e equipamentos referidos nos números anteriores terão um índice de ocupação média global (*plot ratio*) de até 2.0.

Base V

1. A concessão de uso privativo confere à concessionária o direito de utilização do solo e do subsolo dos bens dominiais concedidos, para os fins e com os limites consignados nas presentes bases e no contrato da concessão.

2. O direito de uso privativo abrange os poderes de construção ou transformação, entendendo-se que tanto as construções efectuadas como as instalações desmontáveis se mantêm na propriedade do titular da concessão até expirar o respectivo prazo.

3. A concessionária obriga-se a preservar a integridade do Ilhéu.

4. Cabe à Capitania dos Portos de Sotavento entregar à concessionária a posse dos bens dominiais objecto das presentes bases, facultando-lhe o início da utilização consentida.

Base VI

1. A concessão de uso privativo não abrange a exploração de quaisquer recursos naturais porventura existentes no solo ou no subsolo, ficando, portanto, vedado à concessionária a utilização, fruição ou disposição desses recursos, salvo quando devidamente autorizado pelo concedente.

2. A concessionária obriga-se a notificar o concedente de qualquer descoberta de recursos naturais desconhecidos à data da concessão, designadamente jazigos minerais.

Base VII

A concessionária obriga-se a respeitar o significado patrimonial e histórico do Ilhéu.

Base VIII

A concessionária deverá tomar, de acordo com as indicações dos serviços competentes do Estado e de harmonia com a lei e com os mais actualizados preceitos técnicos, as medidas apropriadas para preservar o meio ambiente, proteger o equilíbrio do ecossistema na área da concessão e evitar a ocorrência de danos e prejuízos à fauna, à flora e aos recursos naturais.

Base IX

1. Sobre o Ilhéu não poderá a concessionária, propor, lançar, ou aceitar qualquer ónus de natureza garantística, não podendo, designadamente, aquele Ilhéu servir de garantia hipotecária ou de outra de natureza equivalente.

2. O disposto no número anterior não impede a constituição de hipoteca sobre edificações a erguer no Ilhéu.

Base X

1. Só será permitida a transferência do direito de uso privativo do Ilhéu para uma terceira entidade quando essa entidade tiver também passado a ser titular, nos termos legais, da concessão da exploração de jogos de fortuna ou azar na zona de jogo permanente da Ilha de Santiago.

2. O número anterior não impede que no Ilhéu sejam construídos edificações e equipamentos complementares da exploração da actividade da concessionária por outras sociedades por ela participadas, ficando estas titulares desses bens.

Base XI

A presente concessão tem utilidade pública.

Base XII

A concessão confere à concessionária o direito de utilização exclusiva do Ilhéu de Santa Maria, não podendo sobre ele recair qualquer outra concessão a favor de um terceiro.

Base XIII

1. O prazo da concessão é de trinta anos.

2. A concessão é renovável automaticamente por vinte anos, mediante o pagamento de um prémio, pago no momento da renovação, correspondente à renda anual multiplicada por dez vezes.

3. O período da concessão conta-se a partir da data da assinatura do contrato de concessão.

Base XIV

1. Pela utilização dos terrenos do Ilhéu e de outros integrantes do domínio público do Estado objecto das presentes bases, a concessionária pagará ao Estado a renda anual de 57\$35 por m² quanto às áreas destinadas a edificação e de 22\$94 por m² quanto às restantes áreas.

2. Os valores pecuniários das remunerações referidas no número anterior serão actualizados anualmente, de acordo com o índice de preços no consumidor, com exclusão da habitação, publicado pelo Instituto Nacional de Estatística e referente ao ano anterior àquele a que respeita.

3. O pagamento das contrapartidas pecuniárias referidas no número 1 é efectuado pela concessionária em prestações semestrais, até ao dia 15 dos meses de Janeiro e de Julho de cada ano, por depósito em conta do “Tesouro – Orçamento do Estado” n.º 106362451001 mediante guia emitida pelo serviço de inspecção de jogos e por este enviada à respectiva repartição de finanças.

4. Até ao início da exploração dos jogos de fortuna e azar não é exigível a renda referida no n.º 1.

5. No ano em que se iniciar a exploração apenas são exigíveis à concessionária os duodécimos das contrapartidas pecuniárias contratualmente estabelecidas correspondentes aos meses posteriores ao do início da exploração.

6 Terminados os prazos para pagamento à boca do cofre, a repartição de finanças devolve ao serviço de inspecção de jogos dois exemplares da guia por este emitida, com a nota de pagamento averbada, ou, no caso de incumprimento, com informação nesse sentido.

Base XV

1. Como garantia do pagamento das rendas referidas no número anterior, a concessionária prestará caução correspondente a um ano de renda.

2. A caução deve ser prestada no prazo de quinze dias a contar do momento em que o concedente notificar a concessionária do valor exacto, correspondente à área concessionada, da renda anual.

Base XVI

1. A concessionária poderá fazer, a qualquer tempo, durante o decurso do prazo de concessão, devoluções definitivas parciais da área concedida, mediante notificação por escrito ao Estado, sendo deduzidas proporcionalmente os pagamentos das rendas calculadas nos termos referidos na Base XIV.

2. As parcelas sujeitas a devolução nos termos do n.º 1 serão circunscritas e devidamente demarcadas, podendo ser concessionadas pelo Estado nos termos da lei a favor de terceiras entidades.

Base XVII

Poderão ser devolvidas áreas da concessão a título temporário, por um período que não pode exceder um décimo da duração da concessão, não sendo neste caso devidos quaisquer pagamentos, compensações ou rendas e não podendo o Estado efectuar qualquer concessão da parcela a terceiras entidades.

Base XVIII

1. O concedente pode rescindir o contrato de concessão quando verifique a ocorrência de qualquer dos factos seguintes:

- a) Desvio do fim da concessão;
- b) Não aproveitamento por um período superior a três anos;
- c) Infracção grave às cláusulas constantes da lei, destas bases ou do contrato de concessão.

2. O concedente não declarará a rescisão do contrato de concessão sem prévia audição da concessionária que, para o efeito, poderá invocar caso de força maior devidamente comprovado ou justificação ponderosa no prazo de sessenta dias a contar da respectiva notificação.

3. Do acto de rescisão cabe recurso nos termos gerais, podendo também ser objecto de apreciação pelo tribunal arbitral previsto na base XX.

4. Em caso de rescisão a concessionária perderá a caução prevista na base XV.

Base XIX

1. Finda a concessão, pelo decurso do prazo ou por outro motivo de caducidade ou por rescisão, o direito de uso e exploração do Ilhéu reverte para o Estado, revertendo também todas as infra-estruturas nele construídas, bem como quaisquer edificações ou equipamentos que devam reverter nos termos do contrato de concessão dos jogos de fortuna ou azar na zona de jogo permanente da Ilha de Santiago.

2. Uma vez notificada, a reversão dar-se-á independentemente de quaisquer formalidades e livre de quaisquer ónus ou encargos, podendo o Estado entrar imediatamente na posse dos bens referidos no n.º 1.

Base XX

1. No contrato de concessão poderá convencionar-se que qualquer conflito eventualmente emergente da interpretação, integração e aplicação desse contrato poderá ser submetido a um tribunal arbitral, a funcionar na Cidade da Praia e por ele definitivamente resolvido em conformidade com as leis cabo-verdianas.

2. O tribunal arbitral será composto por três árbitros, indicando cada uma das partes um árbitro e sendo o terceiro, que presidirá, designado por acordo dos outros dois.

3. Os árbitros serão pessoas singulares e plenamente capazes, de qualquer nacionalidade.

4. O tribunal julgará *ex aequo et bono* e a sua decisão será definitiva e irrecorrível, mesmo quanto ao montante de indemnização ou sanção eventualmente arbitrada.

5. A petição será dirigida ao tribunal por qualquer das partes, sendo os custos inerentes aos honorários do árbitro de parte suportados pela nomeante e os restantes pagos pela parte vencida ou na respectiva proporção se o vencimento for repartido.

Base XXI

O contrato de concessão rege-se pela lei cabo-verdiana.

Base XXII

O contrato de concessão é subscrito, em nome do Estado, pelo Ministro da Economia, Crescimento e Competitividade.

Aprovado em Conselho de Ministros

José Maria Pereira Neves

Publique-se

O Primeiro-Ministro *José Maria Pereira Neves*



FAÇA OS SEUS TRABALHOS GRAFICOS NA INCV

—oço—

NOVOS EQUIPAMENTOS NOVOS SERVIÇOS DESIGNER GRÁFICO AO SEU DISPOR



BOLETIM OFICIAL

Registo legal, nº 2/2001, de 21 de Dezembro de 2001

AVISO

Por ordem superior e para constar, comunica-se que não serão aceites quaisquer originais destinados ao Boletim Oficial desde que não tragam aposta a competente ordem de publicação, assinada e autenticada com selo branco.

Sendo possível, a Administração da Imprensa Nacional agradece o envio dos originais sob a forma de suporte electrónico (Disquete, CD, Zip, ou email).

Os prazos de reclamação de faltas do Boletim Oficial para o Concelho da Praia, demais concelhos e estrangeiro são, respectivamente, 10, 30 e 60 dias contados da sua publicação.

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional.

A inserção nos Boletins Oficiais depende da ordem de publicação neles aposta, competentemente assinada e autenticada com o selo branco, ou, na falta deste, com o carimbo a óleo dos serviços donde provenham.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.



Av. Amílcar Cabral/Calçada Diogo Gomes, cidade da Praia, República Cabo Verde.

C.P. 113 • Tel. (238) 612145, 4150 • Fax 61 42 09

Email: incv@cvtelecom.cv

ASSINATURAS

	Para o país:		Para países estrangeiros:	
	Ano	Semestre	Ano	Semestre
I Série	8.386\$00	6.205\$00	I Série	11.237\$00 8.721\$00
II Série	5.770\$00	3.627\$00	II Série	7.913\$00 6.265\$00
III Série	4.731\$00	3.154\$00	III Série	6.309\$00 4.731\$00

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

AVULSO por cada página 15\$00

PREÇO DOS AVISOS E ANÚNCIOS

1 Página	8.386\$00
1/2 Página	4.193\$00
1/4 Página	1.677\$00

Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto, será o respectivo espaço acrescentado de 50%.

PREÇO DESTE NÚMERO — 510\$00